

LE SOIR

rtbf

« Noir Jaune Blues »,
version 2017

En 1997, un an après la Marche blanche, une vaste étude de l'état de l'opinion publique en Communauté française avait été réalisée à la demande du *Soir*. L'institut de recherche en sociologie Survey&Action avait mené

ce travail publié alors sous le titre de « Noir Jaune Blues ». Presque vingt ans plus tard, un nouveau « Noir Jaune Blues » vous est livré. Cette fois, l'enquête d'opinion que relaient *Le Soir* et la RTBF est étendue à tout le pays. Il s'agit d'un travail d'ampleur puisqu'il a permis de recueillir le sentiment de quelque 4.700 Belges face aux grands thèmes actuels. Bien sûr, de l'eau a coulé sous les ponts en vingt ans. En 1997, la Belgique était comme frappée de torpeur

par l'affaire Dutroux. Aujourd'hui, ce sont les attentats qui marquent les esprits. La tuerie du Musée juif, *Charlie Hebdo*, Paris et Bruxelles... ont fatalement influencé les personnes sondées lorsqu'elles ont eu à se prononcer sur leur rapport à la politique, à la démocratie, au vivre-ensemble, à la crise, au futur. Au bout du compte, c'est un portrait plutôt sombre de la Belgique de 2017 que brosse cette seconde édition de « Noir Jaune Blues ». Les

Belges ne croient plus dans le riant avenir. Leur défiance à l'égard des institutions atteint la cote d'alerte. Ils se sentent lâchés par l'Etat dans un monde qu'ils ne comprennent plus. Beaucoup ne croient plus qu'en eux. La Fondation « Ceci n'est pas une crise » est à l'initiative de ce « Noir Jaune Blues » bis. Son travail a notamment été financé par la Fondation Roi Baudouin. Comme en 1997, le sociologue Benoît Scheuer a piloté l'enquête d'opinion.

« Nos élus ne sont pas à la hauteur des enjeux »

► Déçu de la société actuelle, Josué Dusoulier estime que le changement ne viendra pas du monde politique.

► Il a rejoint le mouvement « en transition » qui promeut notamment le circuit court et l'utilisation des énergies renouvelables.

Renaissant. Le terme fait sourire Josué Dusoulier, qui concède cependant très rapidement s'y reconnaître. Psychologue de formation, ce père de famille a d'abord œuvré dans le monde de l'insertion socio-professionnelle. Avant de décider de changer radicalement de vie en 2010. « *Je n'étais plus d'accord avec ce système qui n'est qu'un alignement de valeurs, explique Josué au milieu de ses arbres fruitiers. Je voulais retrouver des choses qui avaient un sens pour moi. Sortir du rythme métro-boulot-dodo devenait indispensable car je ne me sentais pas bien. Ça ne me menait nulle part. M'asseoir et regarder ne me convenait pas. Je n'avais pas l'impression de contribuer à créer quelque chose de positif. J'ai dû passer par un burn-out pour avoir le déclic car fuir coûte de l'énergie intérieure parce qu'on ne vit pas avec sa propre cohérence. J'ai donc commencé par arrêter de regarder la télé qui ne m'apportait rien.* »

Désireux d'agir, de s'impliquer pour faire changer le monde et les mentalités, le jeune homme entre alors dans le mouvement « en transition », chez lui, à Ath. « *C'est un mouvement qui est né en 2006, dans le village de Totnes, en Grande-Bretagne, en réaction à la flambée des prix pétroliers et à la rarefaction des ressources naturelles, rappelle-t-il. L'ambition des adhérents est*

d'amener la population en douceur dans le monde de l'après-pétrole. Quartier par quartier. Le but est notamment d'expliquer aux gens comment se passer d'énergie fossile en ayant un impact sur l'effet de serre. Aujourd'hui, il existe plus de 1.300 initiatives de transition dans plus de 44 pays, dont la Belgique. »

Chez les « transitioners », on prône l'action en douceur. Sans coups d'éclat. « *Nous recherchons les petites actions qui auront le plus grand résultat, explique celui qui est désormais devenu coordinateur du mouvement pour Bruxelles et la Wallonie ainsi que conférencier. Nous favorisons la création de potagers collectifs, de bourses d'échange, d'ateliers de permaculture et des groupes d'achats solidaires. A l'heure de la surconsommation, nous voulons montrer qu'une autre économie est possible, une économie résiliente.* »

« Prendre sa vie en main »

Son engagement, Josué le justifie par le fait qu'il préfère agir plutôt que de se laisser guider. « *Je rencontre beaucoup de gens qui se plaignent que rien ne change. Ils sont bien payés, vont en vacances et s'accordent des moments de détente mais ne s'impliquent dans rien tout en exprimant un sentiment d'impuissance face au monde dans lequel ils ne se sentent pas bien. Ils disent que seuls les politiques ou les ingénieurs ont le pouvoir et les capacités de trouver des solutions. Ils se disent qu'en allant voter, ils participent au changement. C'est faux. Il faut prendre sa vie en main. Comment peut-on être autant dans l'impasse et continuer ? Nos élus ne sont pas à la hauteur des enjeux.* »

« *Ça n'est vraiment pas des politiques que viendra le changement, poursuit le transitioner. Ils signent un accord pour lutter contre le réchauffement clima-*

tique à la Cop 21 et ensuite ils veulent finaliser les accords transatlantiques du type Ceta et TTIP. Ça n'a pas de sens. Tout ça s'entrechoque et ces gens se contredisent. Est-ce de l'ignorance, je ne le crois pas. »

« *Notre civilisation industrielle s'effondre, ajoute encore l'habitant d'Ath. Il faut absolument régénérer les écosystèmes naturels et faire émerger autre chose. Ça passe notamment par un arrêt du bétonnage des sols. La population d'oiseaux chute car ils n'ont plus d'endroits pour se nourrir et se reproduire. Il est plus que temps de commencer à partager équitablement. J'entends de plus en plus de voix qui se plaignent de la crise migratoire et de l'afflux massif d'étrangers chez nous. Ces gens ont-ils conscience que, entre autres, le conflit en Syrie a commencé à cause de la famine liée au bouleversement climatique dont les Occidentaux sont responsables ? C'est notre mode de vie qui est la cause de cette guerre et de ce qui s'ensuit. Il est temps pour nous d'en assumer les conséquences.* »

« Connecté à ses valeurs »

Pour Josué, c'est clair, le changement ne peut venir que des citoyens. Pas seulement les bénévoles mais aussi les entrepreneurs locaux. « *Je ne vais plus dans les supermarchés, illustre-t-il. C'est un système extractif. Il enlève la richesse d'une région et l'emmène ailleurs. A la place, ces magasins vendent tous le même produit avec des étiquettes différentes. Tout est détenu par trois grandes multinationales. Moi, j'achète tout ce que je peux dans un magasin coopératif bio ou via des groupements d'achats locaux qui sont plus participatifs que les simples achats de paniers bio. Si je ne trouve pas ce que je veux, je ne le mange pas. J'effectue un maximum de déplacements à vélo. Ça prend plus de temps mais c'est plus*

agréable.»

Refusant le terme de militantisme, qui « oppose les gens », le père de famille prône plutôt l'activisme. « Quand on exprime aux gens notre vision de la démocratie participative, leurs yeux pétillent. Beaucoup ont envie de se lancer mais n'osent pas. Or, chacun peut faire quelque chose. Pour l'un, ce sera consommer des produits locaux, pour

l'autre, utiliser le vélo. Certains iront jusqu'à lancer une coopérative énergétique ou rendront une école plus proche de la nature. Tout le monde ne peut pas tout faire. D'ailleurs, se lancer seul est parfois difficile. Mieux vaut faire partie d'un collectif. Le tout est de se reconnecter à ses valeurs. »

Et la jeune génération ? « Mes enfants vivent comme moi, mais je veille

à ce qu'ils puissent partager des moments avec leurs amis qui ne vivent pas comme nous pour ne pas se sentir trop différents. Mais je limite à trois heures par semaine le temps qu'ils peuvent passer sur l'ordinateur ou les jeux vidéo. Au virtuel, nous préférons, par exemple, la réalité d'une balade en forêt. » ■

FRÉDÉRIC DELEPIERRE

les renaissants

Refonder la société

Dans un monde fragmenté entre communautés, déstabilisé face aux piliers qui s'effondrent, désorienté par le délitement des valeurs..., les individus ont le choix entre tirer le meilleur du système (quand ils en ont les moyens), rejeter la faute sur la communauté d'en face, rester amorphes ou rêver d'un autre monde. Ce sont ces derniers que Benoît Scheuer, sociologue et auteur de l'enquête *Noir, Jaune, Blues*, a baptisé « renaissants » (détails ci-contre). Ils se situent dans cette zone médiane où se côtoient les révoltés contre le système et les partisans de l'ouverture face aux métissages culturels, religieux et politiques. Ce qui caractérise ces individus, explique-t-il, « c'est l'idée que l'on n'est pas condamné à subir et qu'on peut changer les choses, qu'on peut avoir une capacité d'agir », même si c'est généralement « limité au niveau local ». Ceux-là sont habités par la conviction que l'immigration est une source d'enrichissement personnel, par

une méfiance caractéristique envers les institutions et par une conscience des dominations qu'exercent les pouvoirs politiques, économiques et financiers sur le monde.

Ils pourraient faire la révolution mais ils cherchent d'abord à révolutionner les mentalités par contagion. C'est à eux que l'on doit généralement les mouvements citoyens autour de la consommation responsable, des circuits courts, de la mobilité douce, des monnaies alternatives, du temps de travail partagé... « Pour le moment, dit Benoît Scheuer, ils sont sous les radars et attentistes. Ils sont plutôt dans le repli sur leur communauté mais développent des valeurs bien différentes du rejet ou de la haine... Les médias en parlent peu, ils ne cherchent pas le pouvoir ». En fait, ils ne croient plus dans le modèle de démocratie représentative actuel, ils sont convaincus qu'il faut refonder la démocratie mais aussi l'économie, les relations sociales...

Des utopistes ? « A partir de leur colonne vertébrale de valeurs, les renaissants sont capables de résister à tous les discours populistes identitaires, mais la structure qui leur permettrait de refonder la société n'a toujours pas émergé. Il faut tenter de faire éclore ce nouvel acteur en montrant comment il fonctionne en termes de valeurs et de projets ». ■

ERIC BURGRAFF

Notre modèle social laisse-t-il de plus en plus de gens sur le bas-côté ?

FACT CHECKING Le pourcentage interpelle : près de la moitié de nos sondés (49 %) estime que « l'État les a abandonnés » – contre seulement un tiers (32 %) qui est en désaccord avec cette affirma-

tion. Ce sentiment d'abandon reflète-t-il une réalité : notre modèle social (notre Etat-providence) et notre système économique laissent-ils toujours plus de gens sur le bas-côté ? Ou, au contraire, une crainte, en partie fan-

tasmée, dont il faut chercher la cause dans l'accumulation de mauvaises nouvelles récentes sur le front de l'emploi (Caterpillar, Axa, ING...), voire dans un climat européen morose ? ■

DOMINIQUE BERNIS

PAUVRETÉ

L'indicateur mesure mal la réalité

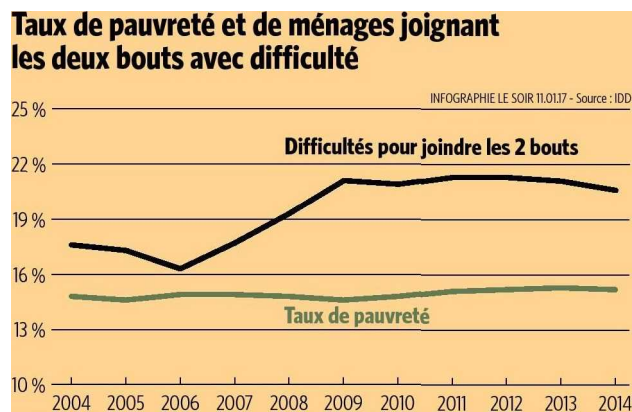
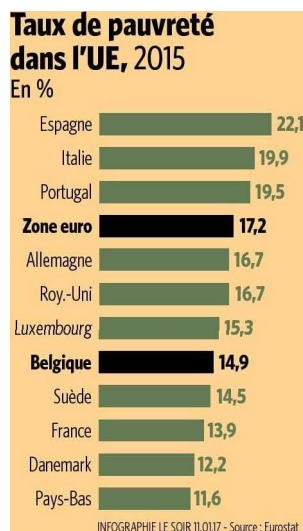
A voir la relative stabilité du taux de pauvreté sur les dix dernières années (la courbe en gris sur le graphique ci-dessous), on serait tenté de retenir la seconde interprétation. D'autant que la pauvreté s'est, dans le même temps, considérablement réduite chez les « 65 ans et plus » (de 21 % en 2004 à 15 % en 2015). S'agissant des âgés, l'évolution positive – indis-

cutable – s'explique par l'arrivée à la retraite des personnes nées dans les années 40 et 50, qui ont profité de plein de la haute croissance de l'après-guerre et dont la

pension est bien plus élevée que celle des très âgés qui, naturellement, s'en vont petit à petit. « Mais l'effet sera transitoire, des personnes vont progressivement arriver à la pension, qui auront connu des carrières moins favorables, interrompues par des périodes de chômage, et dont la pension sera moins généreuse », relativise Philippe Defeyt, l'ancien président du CPAS de Namur. La stabilité du taux de pauvreté ne doit pas faire illu-

sion. Parce que cet « encéphalogramme plat » ne reflète ni le vécu ni la réalité du terrain. La même enquête européenne révèle en effet une augmentation du pourcentage de ménages qui joignent les deux bouts avec difficultés (la courbe en noir sur le graphique). Cette tendance à la hausse est encore plus nette pour les ménages vivant sous le seuil de pauvreté – en particulier mais pas seulement, pour les personnes seules avec enfant(s).

D.B.



AIDE SOCIALE

Les CPAS de plus en plus sollicités

La stabilité du taux de pauvreté est également en décalage avec l'expérience des acteurs de terrain. En 2015, 241.000 personnes ont bénéficié de l'aide financière d'un CPAS, revenu d'insertion sociale (ou équivalent) et remise à l'emploi (article 60) – en 2002, ils étaient moins de 200.000. La hausse est très nette en Wallonie et à Bruxelles. Et même la Flandre a vu une inversion de la tendance positive enregistrée au début des années 2000.

Encore faut-il préciser que ces chiffres ne reprennent pas les autres « coups de pouce » offerts par les CPAS, comme les aides financières accordées, par exemple, aux chômeurs ou aux pensionnés pour payer la facture de chauffage ou de soins de santé.

« Mon hypothèse, tirée à la fois des indicateurs disponibles, qui restent partiels, et de mon expérience au CPAS de Namur, est la suivante : il y a à la fois une hausse du nombre de gens qui connaissent objectivement des diffi-

cultés, et une intensification de ces difficultés – donc une forme de déclassé au sein de la population pauvre », explique Philippe Defeyt. « De plus en plus de personnes se retrouvent (sur)endettées, sont incapables de payer leur facture énergétique ou sont amenées à fréquenter les épiceries sociales. »

Ainsi, la « précarité énergétique » touche près d'un cinquième des ménages wallons, un sixième des ménages bruxellois et un dixième des ménages flamands. Des pourcentages élevés, mais qui ne seraient pas en augmentation, selon le baromètre réalisé par l'ULB et l'Université d'Anvers, sous l'égide de la Fondation Roi Baudouin.

Les enquêtes indiquent également une relative stabilité du pourcentage de personnes qui renoncent à des soins de santé pour des raisons financières. Cela concerne entre 8 et 10 % de nos concitoyens. Mais la proportion double pour les plus défavorisés (le premier quantile, donc les 20 % des personnes tout en bas de l'échelle des revenus). Et visiblement, notre Etat-providence n'a pas encore trouvé la parade...

D.B.

ÉTUDIANTS

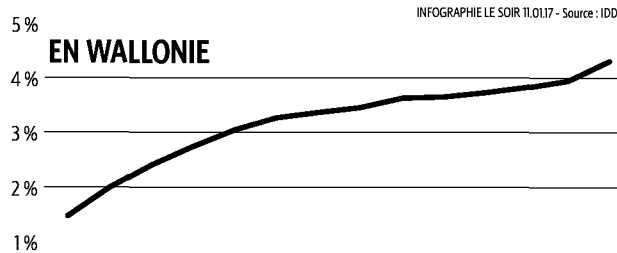
Le revenu d'intégration social fait un tabac

Près de 23.000 étudiants bénéficiaient, en 2015, du revenu d'intégration sociale (RIS). Introduit en 2002, le RIS étudiant répondait à un besoin réel. C'est notamment le cas en Wallonie. En 2008, un peu plus de 46 % des jeunes de 18 à 24 ans étaient aux études ; en 2015, le pourcentage a dépassé les 55 %. Dans le même temps, le pourcentage d'étudiants aidés par les CPAS wallons a fortement augmenté, frôle les 4,5 % en 2015, comme le montre le graphique ci-contre (© Philippe Defeyt). « Il y a deux lectures possibles, qui ne sont d'ailleurs pas contradictoires, explique l'ancien président du CPAS de Namur. Avec la précarité croissante dans notre société, il n'est pas étonnant que

de plus en plus de jeunes aient des parents qui connaissent des difficultés et s'adressent donc aux CPAS. Mais une seconde lecture est plus positive : les CPAS permettent visiblement à des jeunes issus de familles modestes de faire des études. »

D.B.

Pourcentage de jeunes étudiants de 18-24 ans qui bénéficient du revenu d'intégration sociale



TRAVAIL

Pauvres chômeurs de longue durée

Constate-t-on une explosion du nombre de « travailleurs pauvres », très mal payés ou à horaires très réduits ?

Dans notre pays, la proportion de « petits jobs » est parmi les plus faibles en zone euro. Moins de 2 % des travailleurs prestent moins de 14 heures par semaine. Le contraste est frappant avec l'Allemagne et les Pays-Bas : chez nos voisins, champions d'Europe en la matière, les pourcentages atteignent respectivement 7,85 % et 10,1 %. La Belgique est également un pays où la proportion de « bas salaires » n'est pas particulièrement élevée, note Bruno Van der Linden, professeur à l'UCL et spécialiste du marché du travail.

En revanche, le pourcentage de personnes d'âge actif (de 18 à 59 ans) vivant dans des ménages « à faible intensité de travail » (travaillant moins d'un cinquième de l'année) est particulièrement élevé, aux alentours de 15 %

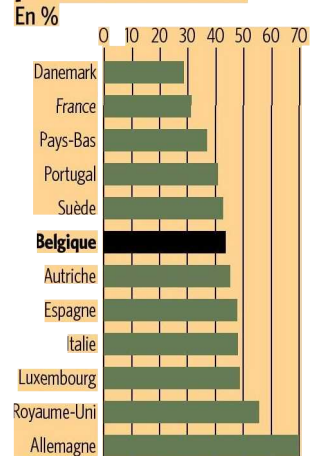
en 2014 (contre 11 % outre-Manche et en Allemagne, 12 % aux Pays-Bas et 9 % en France).

Et le chômage de longue durée (de plus d'un an) est également important dans notre pays. En Wallonie et à Bruxelles, plus de la moitié des chômeurs sont des chômeurs de longue durée, contre un tiers en Flandre. « Voilà quatre décennies environ que nous sommes parmi les champions européens en la matière. Ce n'est pourtant pas inéluctable, mais la société

belge semble s'en être accommodée », note Bruno Van der Linden.

Si trouver un emploi ne suffit pas nécessairement pour sortir de la pauvreté, le risque de pauvreté est bien plus élevé parmi les chômeurs que parmi les personnes en emploi. En Belgique, ce risque touche 43 % des chômeurs contre 2 % des travailleurs à temps plein. A noter que la situation varie d'un pays à l'autre : le risque de pauvreté concerne 70 % des chômeurs en Allemagne – et cela tient tout simplement à la plus ou moins grande générosité des allocations.

Taux de pauvreté parmi les chômeurs



INFOGRAPHIE LE SOIR 11.01.17 - Source : Eurostat

D.B.